

A horizontal bar at the top of the page composed of several colored squares: green, blue, white, red, green, magenta, yellow, cyan, green, orange, and purple.

LE MANIFESTE DU **CONSERVATISME**

A faint, stylized illustration of an alarm clock is visible in the background of the bottom section.

« Être taxé de **conservateur**,
un jour ce sera une **fierté** »

AVANT-PROPOS

Lors d'une grande consultation menée entre le 15 mai et le 30 juin 2020, nous avons interrogé les Français : « *Le conservatisme, un espoir pour la France ?* ». Ils ont répondu massivement : plus qu'un espoir, c'est une urgence !

Cette consultation a permis de mesurer ce à quoi les Français sont attachés. Ils se sont positionnés sur les principes conservateurs qui leurs étaient exposés, ils ont également rédigé de très nombreuses propositions. Dans ce monde fragilisé en perpétuel mouvement, apparaissent clairement leurs priorités, ce qu'ils veulent préserver et transmettre.

Cette forte attente d'un conservatisme assumé n'est pas étonnante. Etre conservateur est un état d'esprit, celui de « *l'homme particulièrement conscient d'avoir quelque chose à perdre et qui lui tient à cœur* » (1). Le conservatisme est une politique de l'attachement, de l'affection portée aux choses qui font de nous ce que nous sommes.

Quand la menace sanitaire, économique, sécuritaire est omniprésente, chacun réalise ce à quoi il tient. Elle réveille en nous un instinct de conservation que les contributeurs ont exprimé par ces verbes : recevoir, aimer, protéger, améliorer, transmettre.

L'engouement pour cette consultation confirme qu'il existe bien une base populaire, et donc électorale, qui s'intéresse aux idées exprimées par le conservatisme, qui les attend et qui y adhère. C'est en partie la France dite silencieuse, qui ne se reconnaît pas dans l'offre politique actuelle. Dépitée, elle se réfugie dans l'abstention. Ce sont tous ces Français qui se tiennent derrière la porte légèrement entrouverte des partis politiques ; ils tendent parfois l'oreille mais sans que le son n'arrive au cœur. L'approche conservatrice les touche parce qu'elle est capable d'apporter des propositions de bon sens, concrètes autant que cohérentes.

(1) Oakschott Mickael, *Du conservatisme*

Ce *Manifeste du Conservatisme* est un document de bord sur lequel sont portés les priorités pour la France et les chemins à emprunter pour les mettre en œuvre. Ces priorités sont fondées, non pas sur des valeurs, que l'on sait relatives à l'individu qui les revendique, mais sur les principes dans lesquels s'enracine une conception de l'homme et de la société à même d'inspirer un projet politique. Nous avons fait le choix de toujours associer les principes conservateurs et les propositions concrètes que nous portons, car ils sont une boussole qui indique la direction que nous devons prendre pour que vivent la France et les Français.

L'intérêt que les Français ont porté à cette consultation traduit une immense attente. Le conservatisme en France était jusqu'alors orphelin, présent sans acte de naissance, et jamais revendiqué. C'est désormais chose faite. Pour le baptiser comme il se doit, il faut d'abord l'appeler par son nom, sans s'arrêter à la caricature. C'est l'encouragement amical que nous avons reçu du philosophe anglais Roger Scruton : « *Un jour, être taxé de conservateur, ce sera une fierté.* » (1)

(1) Sir Roger Scruton, *Journée du conservatisme - Asnières - 18 novembre 2018*

SOMMAIRE

Avant-propos	1
Une urgence pour la France	4
 <i>Pour les Conservateurs français, la France est une Nation souveraine. C'est la condition de sa liberté.</i>	
Institutions politiques	9
Mondialisation	11
Services publics	12
 <i>Pour les Conservateurs français, la France est une Nation fière d'un héritage qu'elle veut affirmer et transmettre. Elle refuse la soumission à l'immigrationnisme et au multiculturalisme.</i>	
Immigration	14
Education	16
Culture	17
 <i>Pour les Conservateurs français, la France est une Nation soucieuse des équilibres économiques, environnementaux et du respect de la dignité humaine et du Vivant.</i>	
Protection de la Nature	19
Economie et emploi	20
Solidarités familiales et locales	21

UNE URGENCE POUR LA FRANCE



Aujourd'hui fragilisée et menacée, la France ne mourra pas. Un instinct vital de conservation l'anime toute entière, un instinct de résistance et de courage qui se traduit par une volonté politique portée par un amour inconditionnel de la France.

La grande consultation « *Le conservatisme un espoir pour la France ?* » a recueilli cet instinct de conservation pour en faire le **Manifeste du Conservatisme**. Ce document n'est pas une liste exhaustive ni même programmatique de mesures. Il s'agit des priorités que les conservateurs ont identifiées pour la survie de notre pays.

Être conservateur en France aujourd'hui, c'est allier audace et protection, recherche de la réussite et souci de tous et de chacun, volonté de croissance et respect de la nature. C'est la volonté de construire une société durable fondée sur l'amour de la France, de l'Europe et de notre civilisation. Nos racines nous garderont des menaces totalitaires qui grandissent au-delà de nos frontières comme au cœur de notre société.

Fragmenté, l'électorat de droite aspire à se structurer autour d'une **pensée équilibrée, cohérente et généreuse**. La droite que nous voulons est conservatrice. Parce que la France en a besoin, tout simplement. Entre le chaos et le néant, il y a bien une autre voie.

La droite doit être une idée neuve

En ce sens, la droite doit être une **idée neuve**. Neuve si l'on considère la façon dont elle fut ostracisée durant ces longues décennies où il fallait être de gauche pour paraître moralement respectable, en phase avec son époque. Neuve, si l'on considère la manière dont cette idée fut réduite à une approche purement matérielle visant à défendre les privilèges des fortunés tout en maintenant implacablement l'ordre public. Neuve, enfin, si l'on considère la façon dont certains l'utilisent aujourd'hui pour qualifier la politique du

président Macron en raison du démantèlement partiel de l'ISF, de la remise en cause des avantages acquis des plus modestes et des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises.

Une idée neuve, donc, lorsque la droite ose rappeler ce qu'elle est : un courant de pensée avant tout soucieux de tenir compte de la nature et du réel, très dubitatif à l'égard de toutes les tentatives de constructions artificielles d'un paradis sur terre, mais très conscient de la fragilité des choses humaines, et en particulier des plus précieuses d'entre elles, que ce soit la famille, la nation, la civilité, la culture ou la civilisation. Un courant de pensée dénonçant les menaces multiformes qui pèsent sur elles, et insistant sur l'effort d'attention et de conservation qui s'impose en retour. Un courant pour lequel il ne s'agit pas de conserver pour conserver, par phobie du changement ou goût de l'immobilité, mais parce que ces réalités donnent du prix à l'existence.

Une idée neuve, pour autant que cette droite assume sans complexe la dimension conservatrice de sa démarche, à rebours de ce progressisme politique, économique, et sociétal qui déconstruit la France depuis quarante ans. Neuve dès lors qu'elle réaffirme l'importance de l'autorité tout en rappelant qu'elle seule permet l'épanouissement des libertés, et que tel est même son rôle naturel. Neuve, aussi en ce qu'elle entend faire prévaloir l'intérêt de la France et des Français sur un nouvel humanisme dévoyé qui définit l'ouverture des frontières comme une nécessité profonde, ou sur un intégrisme écologique qui finit par se transformer en antihumanisme totalitaire.

La Nation : un bien à défendre

En somme, ce que nous appelons de nos vœux, c'est une droite sûre d'elle-même parce que sûre de ses principes et de ses idées, et en premier lieu, de celle qui a toujours été au cœur de sa démarche politique : la défense de la Cité, c'est-à-dire de la Nation, dans sa liberté, son autorité, son identité et son existence.

Dans sa **liberté**, autrement dit dans sa souveraineté, que ce soit au regard des autres puissances, de l'impérialisme abusif de certaines juridictions supranationales ou de la « prison des peuples » qu'est trop souvent devenue l'Union européenne, dirigée par une oligarchie de technocrates supranationaux.

Dans son **autorité**, ensuite, c'est-à-dire dans sa capacité à décider et être obéie, sans que des territoires, des « quartiers » ou des communautés aient le loisir d'échapper à la loi commune, pour de mauvaises raisons où se mêlent la repentance, la honte de soi et la peur

du scandale. Car le seul véritable scandale, sur ce plan, résulte justement de l'existence de ces zones grises, hors du droit, où ni la police, ni la justice ne pénétrèrent plus. Le pouvoir qu'il faut rendre à la Nation, c'est donc celui d'oser agir; et en outre, d'oser mettre fin au malaise institutionnel, qui procède de l'étiollement de la responsabilité politique de nos dirigeants.

Avec sa liberté et son pouvoir, la Nation doit conserver, ou recouvrer son **identité**, notamment culturelle, en réorganisant l'apprentissage de ce qui nous lie et de ce qui nous relie aux générations précédentes : la transmission de l'héritage reçu, dont nous ne sommes que les dépositaires, la connaissance de notre histoire, de nos racines gréco-latines et judéo-chrétiennes, de notre langue, de nos traditions et de nos principes. Ce même souci doit conduire à repenser en profondeur les règles relatives à l'entrée et au séjour des étrangers sur le territoire, à l'accès à la nationalité française et à l'exigence d'une assimilation réelle. Au fond, cette démarche consiste à réaffirmer qu'il existe bien une identité nationale et une culture française. Elle exige aussi de redire le rôle de la cellule sociale de base, la famille, et d'oser en tirer les conséquences, toutes les conséquences. Réaffirmer la nation dans son **existence**, enfin, impose de recoudre le tissu déchiré, de retisser le sentiment de former une Nation, fondé sur des souvenirs et des affections communs, mais aussi sur ce que Renan nomme « *plébiscite de tous les jours supposant des projets communs* ».

Une écologie intégrale sous-tend cette approche conservatrice. Elle inclut l'homme et la nature tout en rappelant qu'il faut apprendre à respecter l'environnement dans ses différentes dimensions, y compris esthétique. Une écologie réelle qui met en avant deux des fondements de la pensée de droite : la conscience du temps, de la longue durée, en rappelant que c'est sur ce plan que se situent l'aventure humaine, la préservation de la nature et le destin de la Cité. C'est la nature de l'homme qu'il s'agit aujourd'hui de préserver. Réduit par les antispécistes à n'être qu'un animal parmi d'autres, promis par les transhumanistes à une humanité augmentée où ne subsisteraient que les plus beaux et les plus forts, l'homme du XXI^e siècle doit se rappeler que les limites protègent notre liberté.

Une lucide démarche d'avenir

Ces convictions, qui la distinguent aussi bien de la gauche que des contrefaçons qui ont fleuri depuis quelques années, la droite - droite de civilisation et de conservation - n'a pas à en rougir. Ce dont elle pourrait rougir, ce serait de les laisser encore végéter, de les abandonner dans un coin au motif que les vrais problèmes seraient ailleurs, et en définitive,

de renoncer à les appliquer. Le rôle des idées, prétendait Marx au XIX^e siècle, est de transformer le monde. Celui des nôtres est de conserver l'essentiel : ce qui donne du prix et de la beauté à l'existence, de la grandeur à la construction commune, des points de repères et des directions pour avancer.

Mais pour cela, encore faut-il que ces idées soient transcrites en actes, c'est-à-dire, aux différents niveaux de l'État et des collectivités territoriales, en programmes, en propositions puis en politiques. Dans notre monde contemporain, secoué par des mutations dramatiques et désordonnées, la décision de maintenir apparaît ainsi comme un choix vital si l'on ne veut pas être balayé par la tempête, broyé par des pressions qui se réclament du « Progrès », mais qui nous menacent, individus ou collectivités, dans notre être le plus intime et dans nos libertés.

À la fin du XVI^e siècle, alors que les Pays-Bas s'enfonçaient dans une crise qui aurait pu être mortelle, Guillaume le Taciturne prononça une formule qui, deux siècles et demi plus tard, devint la devise du pays : « Je maintiendrai ». Maintenir : cet impératif catégorique pourrait servir de devise à une droite qui, confrontée aux mirages frelatés de la mondialisation heureuse et de la société liquide, entend garder les yeux ouverts. Car maintenir ou conserver n'est pas un retour vers le passé, mais une lucide démarche d'avenir. Parce que cette approche réaliste est à même de fédérer, dans un élan partagé, tous les Français qui ne se reconnaissent plus dans ce monde que leur bâtissent des idéologues, et qui s'inquiètent du sectarisme avec lequel ces derniers entendent imposer leurs conceptions. Cette majorité silencieuse, ces Français de toutes classes, milieux, régions savent que les temps à venir seront rudes, mais ils y sont prêts, car ils ne veulent pas mourir. Le conservatisme, cœur de la droite, sera cette idée neuve qui les rassemblera.

C'est sur ce socle d'idées claires que la droite en miettes doit se bâtir, sous peine de faillir à sa mission historique. C'est ce à quoi nous décidons de nous consacrer, en appelant tous les Français de bonne volonté à y participer, avec courage et amour de la France.

Le Mouvement Conservateur
Le 13 octobre 2020

*Pour les Conservateurs français,
la France est une Nation souveraine.
C'est la condition de sa liberté.*

INSTITUTIONS POLITIQUES



Fonctions régaliennes

L'État doit se centrer sur ses fonctions régaliennes et stratégiques au service des Français.

Justice

- Supprimer le « rappel à la loi », sanctionner dès la première infraction et prononcer des peines réelles.
- Rétablir les peines planchers.
- Interdire le syndicalisme dans la magistrature, comme c'est le cas dans le corps préfectoral et les armées.
- Protéger la propriété privée en punissant sans délai l'occupation sans droit ni titre d'un bien immobilier.
- Instaurer une peine perpétuelle réelle pour ceux qui constituent des menaces durables pour la société.
- Expulser les détenus de nationalité étrangère qui sont dans les prisons françaises.
- Expulser tous les étrangers fichés pour radicalisation.

Sécurité intérieure

- Décharger les forces de police et de gendarmerie des tâches administratives.
- Créer un nouveau service national universel dans l'armée, la police, la gendarmerie, la sécurité civile ou les polices municipales.
- Refuser l'emprise sociale de la charia; interdire la formation des responsables du culte musulman par des puissances étrangères et le financement du culte par des Etats étrangers; garantir que seules les associations cultuelles régies par la loi de 1905 pourront assurer l'exercice public d'un culte.
- Interdire le retour des binationaux partis faire le djihad en leur retirant la nationalité française.

Sécurité extérieure

- Augmenter régulièrement la part du produit intérieur brut consacré à la Défense.
- Modifier nos modalités d'implication dans l'OTAN sur le principe de souveraineté « Amis, alliés mais pas alignés ».
- Conserver notre place au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Subsidiarité

Plus les décisions sont prises près des citoyens, plus elles suscitent adhésion et confiance. C'est le principe de subsidiarité.

- Sortir de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et s'opposer à l'adhésion de l'Union européenne à cette cour.
- Restructurer sous tous ses aspects et dans le respect du principe de subsidiarité, l'organisation territoriale de la France pour mettre fin au millefeuille administratif : taille et nature des collectivités, attribution des compétences, ressources financières, coopération inter-collectivités.

Autorité

La confiance, lorsqu'elle est méritée, confère stabilité aux institutions, autorité aux gouvernants et liberté aux citoyens.

- Établir un septennat renouvelable une fois.
- Instaurer un quorum de $\frac{2}{3}$ des élus, quelle que soit l'assemblée, pour valider un vote.
- Supprimer le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et attribuer ses compétences au Sénat.





Cadre national

A l'échelle du monde, les intérêts de notre Nation sont prioritaires. Sans frontières, il n'y a pas de démocratie parce qu'il n'y a plus de territoire dans lequel se construit un pacte social.

- Définir des filières stratégiques pour garantir notre autonomie et notre sécurité : se soigner, se nourrir, se défendre.
- Rétablir de vrais contrôles aux frontières nationales tant que les frontières européennes ne sont pas efficaces pour lutter contre l'immigration illégale et la menace islamiste.

Cadre européen

Notre Nation est souveraine. Il n'y a pas de souveraineté européenne. L'Europe ne doit intervenir que pour faire ensemble ce qu'on ne peut faire seul.

- Reconstruire une Europe non souveraine composée d'Etats souverains qui coopèrent entre eux.
- Garantir que la Défense reste une prérogative nationale.
- Réformer les traités fondamentaux de l'Union européenne pour remplacer « les transferts de compétences » en « délégations de compétences ».
- Affirmer sans complexe dans la Constitution européenne que notre civilisation européenne et notre culture française sont enracinées dans l'héritage judéo-chrétien.
- Protéger nos productions grâce à des droits de douane sur les produits agricoles et denrées alimentaires provenant de l'extérieur de l'UE et importés sur le marché français.
- Mettre fin au processus d'adhésion de la Turquie à l'Europe.
- Expulser systématiquement de l'espace Schengen tout étranger reconnu coupable d'un crime ou d'un délit et en interdire l'accès à tout étranger condamné pénalement ou ayant participé à une entreprise terroriste.

Mondialisation

Un marché mondial sans limites affaiblit l'économie de la Nation et génère du chômage.

- Engager une relocalisation comme stratégie industrielle pour créer de l'emploi, garantir la souveraineté, lutter contre le dumping social.
- Donner la priorité dans la commande publique aux produits français.
- Dénoncer les traités de libre-échange CETA, TAFTA et MERCOSUR.
- Mettre fin au mécanisme des travailleurs détachés.



Mission

Là où l'initiative privée manque pour un besoin d'intérêt général, les services publics doivent prendre le relais, au plus proche des Français.

- Conserver le statut de fonctionnaire d'Etat aux seuls agents responsables de missions régaliennes ou stratégiques.
- Ne plus utiliser le critère de densité de population ou de la rentabilité financière pour organiser le maillage territorial de l'ensemble des services publics, y compris scolaire.
- A l'inverse, accorder un statut de service public, avec des règles particulières favorables, y compris fiscales, aux activités commerciales situées en zone de déclin démographique.
- Mener une politique nationale et régionale coordonnée, dynamique et ambitieuse pour maintenir et développer les lignes de transports régionaux et infra-régionaux, (route et rail).
- Instaurer une obligation pour les services publics du transport de garantir la continuité du service en période de grève. La faire respecter.
- Encourager les partenariats public - privé (exemple : près de 3000 « lits privés » en réanimation non utilisés pendant le premier confinement de la Covid 19).

Financement

La gratuité des services publics, notamment en matière de santé, est une illusion complète. Tout service public a un coût, assuré par les Français.

- Ramener la taille du secteur public au niveau de celle de pays comparables.
- Etablir l'universalité de l'impôt sur le revenu.
- Garder un système de solidarité solide et juste en luttant contre la fraude aux prestations sociales (par exemple grâce à des cartes vitales biométriques).

*Pour les Conservateurs français,
la France est une Nation fière d'un héritage
qu'elle veut affirmer et transmettre.
Elle refuse la soumission à l'immigrationnisme
et au multiculturalisme.*



Maîtrise

La protection de la Nation exige la défense des frontières pour mettre fin au chaos migratoire, car la France a le droit de choisir qui elle souhaite accueillir sur son territoire.

- Reprendre le contrôle de nos frontières lorsque l'intérêt de la Nation l'exige.
- Suspendre le regroupement familial, y compris celui qui vise à faire venir les parents et la fratrie d'un mineur isolé.
- Supprimer le droit du sol.
- Maîtriser l'immigration en établissant chaque année des plafonds d'immigration pour chacune des catégories de séjour.
- Supprimer l'Aide Médicale d'Etat (AME) et mettre en place une dispense de frais limitée aux urgences médicales.
- Abroger la circulaire Valls qui a donné instruction aux préfets d'augmenter le nombre de naturalisations.
- Déchoir de la nationalité française les binationaux fichés S pour radicalisation.
- Renégocier les accords bilatéraux qui facilitent l'obtention de titres de séjour en France pour les ressortissants des pays du Maghreb et de certains pays d'Afrique subsaharienne.
- Revaloriser avec nos partenaires européens le budget de l'agence Frontex et définir plus exactement ses missions, permettant au corps européen de garde-frontières d'être opérationnel au plus vite.

Assimilation

L'immigration, majoritairement de culture musulmane, est un défi civilisationnel pour que la France reste la France.

- Vérifier dans le pays d'origine la capacité à l'assimilation d'un candidat à l'immigration : proximité culturelle, concours d'entrée, langue française, casier vierge.
- Vérifier en France, sur la base de critères plus rigoureux, le degré d'assimilation du candidat à la naturalisation.
- Exiger un serment de loyauté à la France pour tout nouveau naturalisé.

L'immigration illégale est une injustice à combattre.

- Protéger le droit d'asile des dérives qui le dévoient pour continuer à protéger ceux qui fuient la guerre, les persécutions ou la mort.
- Appliquer les décisions de reconduite à la frontière.
- Expulser systématiquement de l'espace Schengen tout étranger reconnu coupable d'un crime ou d'un délit et en interdire l'accès à tout étranger condamné pénalement ou ayant participé à une entreprise terroriste.
- Clôturer les comptes et supprimer les versements de prestations sociales aux personnes en situation illégale ou soumises à une décision de reconduite à la frontière.
- Supprimer les subventions aux associations d'aide aux étrangers en situation irrégulière.



EDUCATION



Parents

Les parents sont les premiers éducateurs de leur(s) enfant(s), contribuant par leurs investissements, à leur autonomie et à leur sens des responsabilités.

- Protéger la liberté de choix des parents en conservant les trois modèles d’instruction existants : l’instruction à l’école sous contrat tant publique que privée, l’instruction en établissement hors contrat, l’instruction à domicile.
- Assouplir la règle limitant à 20% le financement de l’enseignement privé sous contrat par l’Etat, pour donner aux parents la vraie liberté de choisir l’enseignement public ou l’école privée.
- Garantir la liberté pédagogique des établissements hors-contrat autorisés par les Préfets pour stimuler la réforme du système éducatif dans son ensemble.

Ecole

Les idéologies n’ont pas leur place à l’école.

- Vérifier à l’école l’acquisition des savoirs fondamentaux (Lire-écrire-compter) par des tests notés.
- Rétablir les devoirs après la classe et permettre à ceux qui ne peuvent les faire à la maison de les faire à l’école.
- Transmettre l’amour de la France : enseignement des éléments fédérateurs de l’Histoire de France, lever des couleurs, chant de la Marseillaise et lecture d’un texte de notre patrimoine littéraire une fois par semaine, service civique en Seconde.
- Supprimer dans les cantines scolaires les repas de substitution motivés par des raisons religieuses.
- Protéger les enfants des idéologies du genre qui empêchent la construction de leur personnalité.
- Supprimer l’enseignement des langues de culture dites d’origine.

Transmission

La transmission du savoir est le cœur et la dignité du métier d'enseignant qui mérite une vraie reconnaissance sociale.

- Donner au chef d'établissement la liberté de choisir ses personnels en fonction du projet d'établissement.
- Revaloriser les salaires des enseignants et envoyer les plus aguerris dans les zones difficiles.
- Donner pouvoir au directeur d'école sur l'organisation de la pédagogie.
- Réformer le Conseil supérieur des programmes dont les choix et le langage ne contribuent pas au redressement de notre système éducatif.





Identité et mode de vie

Il existe bien une culture française dont nous sommes fiers. Nous sommes un pays avec une histoire, une géographie et des mœurs. Notre culture est le ferment de notre identité, nous sommes tous de quelque part.

- Renforcer le poids juridique opposable de la coutume française.
- Interdire aux laïcs le port de tenue islamique dans l'espace public.
- Engager une réforme de la politique culturelle et patrimoniale de l'Etat pour recentrer l'action du ministère de la culture sur la culture (organisation, budget, financements abusifs d'associations à des fins « politiques »).
- S'appuyer sur les deux piliers que sont l'histoire et la langue françaises pour élaborer une politique culturelle à même de favoriser l'unité nationale.
- Renforcer et rénover le dispositif fiscal « Malraux » pour restaurer les centres-villes.
- Exonérer durablement de prélèvements obligatoires les recettes du loto du patrimoine et les affecter intégralement à la sauvegarde du patrimoine.

Rayonnement

La culture française doit porter dans le monde la voix de la dignité humaine héritée de la culture judéo-chrétienne, face à toute forme de barbarie.

- Réaffirmer l'usage de la langue française au sein des institutions européennes et des organisations internationales.
- Intensifier les actions menées auprès des organisations internationales pour maintenir l'exception culturelle française.
- Déployer un plan ambitieux de financement pour conserver, restaurer, célébrer et diffuser les chefs-d'œuvre de notre patrimoine national.

*Pour les Conservateurs français,
la France est une Nation
soucieuse des équilibres
économiques, environnementaux,
et du respect de la dignité humaine et du Vivant.*

PROTECTION DE LA NATURE



Préservation de l'environnement

L'homme et son environnement forment un tout dans lequel peuvent s'épanouir les activités humaines pourvu qu'elles respectent les lois de la nature.

- Conserver notre indépendance énergétique en relançant la filière nucléaire, base d'un équilibre entre efficacité énergétique et faibles émissions carbone.
- Instaurer une taxe aux frontières de l'Union européenne pour les produits importés qui ne respectent pas les normes environnementales européennes.
- Développer la recherche sur des énergies renouvelables (solaire, géothermie, biogaz, hydrogène...) à production et utilisation locales pour qu'elles soient compétitives.

Sauvegarde du patrimoine naturel

La lutte contre le réchauffement climatique ne justifie pas de défigurer violemment les paysages. La beauté de notre patrimoine naturel et du cadre de vie est essentielle.

- Stopper la prolifération d'éoliennes qui massacrent nos paysages, constituent un mensonge en matière d'écologie et une folie budgétaire.
- Interdire les panneaux publicitaires électroniques d'affichage.
- Reconnaître que les chasseurs et les pêcheurs apportent une contribution essentielle à la préservation des équilibres environnementaux.

Préservation de l'espèce humaine

Une personne humaine n'est pas un objet qu'on bricole, une marchandise qu'on achète, un produit périmé qu'on jette.

- Inscrire dans la Constitution l'interdiction de la marchandisation des gamètes et des corps ainsi que les manipulations sur l'embryon humain.
- Donner aux femmes enceintes en difficulté la liberté et donc les moyens de mener leur grossesse à terme.
- Conserver dans la loi la distinction qui fait de l'animal un objet de droit et non un sujet de droit.
- Définir les secteurs dans lesquels le recours à l'Intelligence Artificielle menace la liberté humaine et protéger cette dernière par des lois adaptées à ce nouvel enjeu.
- Sauver l'espèce humaine des projets transhumanistes.
- Porter une action internationale de lutte contre la Gestation Pour Autrui (GPA), nouvelle forme d'esclavage.



Economie

L'État doit respecter la liberté d'entreprendre et de travailler en laissant se déployer les initiatives et l'innovation.

- Augmenter la durée légale du temps de travail et mettre fin aux 35 heures dans la fonction publique.
- Permettre aux entreprises de sortir des 35 heures et de fixer elles-mêmes, par le dialogue social, le temps de travail qu'elles souhaitent appliquer.
- Alléger réellement les charges des entreprises et simplifier la fiscalité.
- Instaurer une fiscalité favorable aux entreprises de secteurs stratégiques en cas d'investissements en France ou de relocalisation d'activités industrielles.
- Défisicaliser intégralement les heures supplémentaires et les exonérer de charges sociales.
- Supprimer l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) qui est un impôt sur le patrimoine et non un impôt sur le revenu.
- Alléger l'impôt sur les successions afin de permettre aux parents de transmettre leur patrimoine à leurs enfants : hausse de l'abattement en ligne directe et révision du barème d'imposition.

Emploi

Nous sommes fiers d'entreprendre, de produire et d'acheter français, de protéger et transmettre nos savoir-faire.

- Supprimer les charges sur les emplois familiaux.
- Supprimer les charges sur les emplois agricoles.
- Alléger les charges sur les emplois situés hors métropoles et grosses agglomérations.
- Revoir les normes et les charges excessives que l'on n'exige pas pour les produits qu'on importe à prix bas.
- Conserver et redévelopper le tissu de PME et ETI industrielles françaises qui contribuent à la vitalité de nos villes et de nos villages. Encourager la relocalisation.



Fraternité

La fraternité combat la pauvreté et l'exclusion. Elle assure des filets de sécurité à ceux que les accidents de la vie poussent un jour sur le bord du chemin.

- Limiter les revenus de l'assistance en créant une aide sociale unique personnalisée plafonnée à 75% du SMIC (en dehors de l'allocation adulte handicapé) pour que le travail et l'effort rapportent toujours plus que l'assistanat.
- Réévaluer le bénéfice d'un logement social en fonction de l'évolution des ressources du demandeur.
- Faire de l'aide aux personnes âgées une priorité de l'engagement de service civique étendu aux plus de 25 ans et favoriser leur maintien à domicile.

Sphère publique

La solidarité ne se finance pas par de la dette à la charge des générations futures.

- Protéger notre régime général de retraite en travaillant plus longtemps.
- Sécuriser les retraites en harmonisant progressivement les régimes de retraite publics et privés et en supprimant les régimes spéciaux.
- Calculer la retraite sur les 25 meilleures années de revenus.
- Permettre l'accès à tous à un régime complémentaire de retraite par capitalisation.

Famille

La famille forme le cœur de la société. Lieu naturel de la transmission, elle est notre repère le plus stable, un bien précieux à soutenir, protéger, encourager.

- Rétablir l'universalité des allocations familiales sans conditions de ressources.
- Relever le plafond du quotient familial à 3000 euros.
- Assurer aux femmes qui se consacrent exclusivement à l'éducation de leur(s) enfant(s) un droit à la retraite, au même titre que celles qui ont un emploi.
- Respecter le choix des parents pour l'organisation du congé parental.
- Protéger constitutionnellement le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme.
- Garantir les pensions de réversion des veufs et des veuves.
- Interdire l'accès à la pornographie aux mineurs en obligeant les sites à un contrôle strict de la majorité.



« On peut **aimer la France**
comme une chose qui, étant terrestre,
peut être détruite,
et dont le prix est d'autant plus sensible. »

Simone Weil, *L'Enracinement*



mouvementconservateur.fr